

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2393 - 13 juin 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

PS, UMP, FN...

**Dangereux
marchands
d'illusions**

p. 3



SNCF

**Les
grévistes
ouvrent
la voie**

p. 13



**La Fête
en images**

p. 7 à 11



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Incendie à Aubervilliers
- Bouygues Telecom, menaces sur l'emploi
- Hayange la politique antiouvrière d'un maire Front national
- p. 5 ■ Le compte-pénibilité au travail
- Impôt : l'État ne saigne pas les riches
- BNP Paribas

Il y a 70 ans

- p. 6 ■ Le débarquement allié du 6 juin 1944
- Le débarquement et ses victimes

7, 8, 9 juin la fête de Lutte Ouvrière

- p. 7 à p. 11

Dans les entreprises

- p. 12 ■ Toyota-Onnaing : recul de la direction
- Groupe Lidl
- Intermittents du spectacle
- p. 13 ■ SNCF : le mouvement de grève
- p. 14 ■ Solvay Belle -Etoile
- La Poste Paris 15
- Maison de retraite le clos du Murier
- Thalès Vélizy

Dans le monde

- p. 15 ■ L'impuissance de la Banque centrale européenne
- Irlande
- Pakistan
- p. 16 ■ Coupe du monde de football

fil rouge

Frondeurs à la mie de pain

Une centaine de députés socialistes demandent au gouvernement de faire un peu moins de cadeaux au patronat afin de taper un peu moins fort sur les travailleurs. La presse les a appelés les « frondeurs », qualificatif dont ces députés « de gauche » ne sont pas peu fiers et qu'ils comptent bien utiliser dans la campagne pour leur réélection, en 2017.

Pendant que tournent les frondes inoffensives, le patronat attaque au canon et le gouvernement PS passe les obus.

L'UMP cherche un sauveur suprême

L'UMP a bien des problèmes. Outre les casseroles juridiques trébuchées par ses divers représentants, de Sarkozy à Balladur en passant par Copé, outre ses problèmes internes et la guerre des chefs, on apprend maintenant que ce parti ruiné est incapable de payer ses 70 millions d'euros de dettes. C'est l'ardoise laissée par les campagnes de Sarkozy, les fastes de Copé et les

cadeaux à tous les amis.

De réunion de la dernière chance en dernière chance de la réunion, les dirigeants de ce parti cherchent l'homme providentiel dont la compétence, l'honnêteté, la droiture et le casier judiciaire vierge mettraient tout le monde d'accord.

Et pourquoi pas Pasqua bien connu pour sa probité à l'UMP... et dans les tribunaux ?

Familles en or

Isabelle Balkany, première adjointe et épouse du député-maire UMP de Levallois, aurait avoué être depuis dix-sept ans propriétaire d'une villa dans les Caraïbes. Ce modeste bien, évalué à trois millions d'euros et détenu par l'intermédiaire d'une société écran, n'a jamais été déclaré au fisc.

Après la libération de sa cliente sous caution d'un million d'euros, l'avocat d'Isabelle Balkany a affirmé que l'affaire n'avait rien de politique et se limitait à un différend financier d'ordre familial.

C'était aussi la défense standard, dans la famille Borgia.

Les patrons en veulent plus

Selon le ministre des Finances Michel Sapin, 7 milliards d'euros avaient déjà été versés en juin aux patrons ou étaient en passe de l'être, au titre du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi). Et ce n'est qu'un début, puisque le cadeau devrait représenter au total 10 milliards d'euros en 2014, et 10 milliards d'euros de plus l'an prochain.

Cela n'empêche pas les patrons de continuer à se plaindre et d'en demander plus, beaucoup plus. « La baisse annoncée de la fiscalité des entreprises est une supercherie complète », a même osé déclarer Geoffroy Roux de Bézieux, numéro 2 du Medef et par ailleurs PDG de Virgin Mobile.

En attendant, le gel – c'est-à-dire la baisse – des pensions de retraite, des salaires des fonctionnaires et des prestations sociales, qui sert à financer ces cadeaux, n'a, lui, rien d'une supercherie pour ceux qu'il frappe.

Fête Lutte Ouvrière à Perpignan

Dimanche 22 juin
à partir de 11 h 30
Terrain de la Chapelle Saint-Pierre à Clair

Pour l'amour de l'art

Henri Proglia, PDG d'EDF, serait sous le coup d'une enquête pour trafic d'influence. EDF aurait en effet subventionné, via une filiale, les spectacles de l'épouse de son PDG, pour des sommes conséquentes et suivant des circuits financiers complexes.

Proglia aurait dû demander conseil à son ami Sarkozy, qui est dans une situation similaire. Pour aider une jeune artiste, le mieux est d'aller à tous ses spectacles, d'y faire venir ses amis et de leur vendre les CD à la sortie...

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**
Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Dépôt légal juin 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail
Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

Des marchands d'illusions particulièrement dangereux

Le Pen, le père, vient de commettre une nouvelle déclaration antisémite. Sa saillie a déclenché des réactions même parmi les dirigeants du Front national, tant cette déclaration colle mal à l'image respectable que Le Pen, la fille, essaie de donner.

Marine Le Pen elle-même condamne la « faute politique » de son père. Elle ne lui reproche pas son antisémitisme et son racisme, elle lui reproche de les exprimer tout haut.

On pourrait penser que le père fondateur du FN devient bien encombrant pour Marine Le Pen, dont l'ambition affichée est de casser l'UMP et de reconstruire la droite autour de sa personne.

Marine Le Pen est une démagogue, qui adapte son discours à ses besoins électoraux. Pour ratisser le plus large possible, elle ne s'adresse plus seulement aux petits patrons réactionnaires. Elle cherche l'oreille des chômeurs, des ouvriers ou des retraités, en parlant pouvoir d'achat, chômage.

C'est de la démagogie électorale, car le FN n'a rien contre le patronat, rien contre ses dividendes, ses profits, rien contre les bas salaires qu'il impose. Pour Marine Le Pen, ce ne sont pas les capitalistes, la concurrence et la course à l'accumulation qui sont responsables de la crise. Ce sont les étrangers, des travailleurs comme nous tous, qu'elle accuse de causer le chômage et la misère !

En réalité, le père et la fille se partagent le travail. Le noyau dur de ce parti est à l'image de Le Pen père, ancien parachutiste et tortionnaire de la guerre d'Algérie, fervent de l'OAS.

La gauche, le PS comme le PC, porte une responsabilité écrasante dans le fait que le FN trouve un écho même dans les classes populaires, où beaucoup se disent que « ceux-là, on ne les a encore jamais essayés ».

Le PS et le PC prêchent aux travailleurs depuis des dizaines d'années la seule perspective électorale comme moyen de changer leur vie. Mais chaque fois que la gauche est passée au pouvoir, elle a renié même le peu de promesses qu'elle avait faites aux classes populaires, pour mener au gouvernement une politique exigée par la bourgeoisie.

C'est la politique menée par le PS, avec le soutien ouvert ou hypocrite du PC, qui a écœuré une

fraction croissante des travailleurs. C'est également cette politique qui a détourné de l'activité nombre de militants de la classe ouvrière.

Ceux qui ont compris qu'il n'y avait plus rien à attendre de la gauche mais qui se jettent dans les bras du FN ont remplacé leurs vieilles illusions par d'autres, et les pires qui soient. Car si l'on peut se relever des illusions placées dans un Hollande, il y a le risque que l'on puisse ne pas revenir sur celles mises dans le FN.

Le FN est l'ennemi des travailleurs. Il pèse déjà sur la société et tire la vie politique vers la droite. L'influence du FN sur une partie du milieu populaire divise les travailleurs et les affaiblit. Aujourd'hui, ce n'est qu'en paroles, mais les paroles, ça compte.

La menace va bien au-delà des travailleurs étrangers, qui sont dans la situation la plus fragile. Car si Le Pen est associée au pouvoir, elle s'en prendra d'abord aux derniers arrivants, en commençant par ceux sans papiers, mais ensuite elle s'en prendra aux autres.

Et une carte d'identité française ne protégera pas les travailleurs contre un courant réactionnaire fondamentalement opposé à toute conscience de classe des travailleurs.

Alors, il faut tout faire pour arracher les travailleurs à l'influence du FN. Il n'est pas trop tard. Entre un vote de protestation et une adhésion aux positions du FN, il y a de la marge. Une marge qu'il faut mettre à profit pour discuter, pour convaincre, pour entraîner les travailleurs dans les luttes qu'ils ont à mener.

Car il ne s'agit pas de faire la morale et d'appeler à bien voter.

Il ne s'agit pas de construire des combinaisons politiciennes censées servir de rempart électoral au FN. Ces manœuvres politiciennes et électoralistes sont puérides, au moment même où un nombre croissant d'électeurs ont compris tout ce qu'elles avaient de mensonger et d'illusoire.

Il faut opposer au FN des perspectives qui sont propres aux travailleurs, la défense de leurs intérêts sur la base des moyens qui leur sont propres : les luttes collectives et conscientes.

Il faut retrouver le chemin de la lutte de classe.

Pas de rigueur budgétaire pour Dassault

Si Dassault ne vend pas ses avions Rafale à l'Inde, les contribuables risquent de devoir régler 700 millions d'euros. Cette somme s'ajouterait alors au trou creusé au fil des ans dans le budget de l'État par l'achat pour l'armée française de ces engins de mort à 100 millions d'euros pièce, dont 130 ont déjà été livrés, sur un total de 225 prévus.

Depuis son lancement il y a trente ans, le programme Rafale vit entièrement sous perfusion de l'État et siphonne les finances publiques. Les gouvernements successifs ont eu beau faire voler l'avion sous tous les ciels du monde, de l'Afrique à la

Pologne dernièrement, personne n'en veut. C'est donc le ministère de la Défense qui achète, et qui paye. En 2016, onze avions devaient sortir des usines Dassault, quatre pour l'armée de l'air française et sept pour l'Inde. Seul problème, le contrat avec l'Inde n'est pas encore signé, et le changement de gouvernement

dans ce pays pourrait tout remettre en cause. La mort du négociateur indien, victime d'une crise cardiaque en faisant son jogging, n'arrange rien à l'affaire. Dassault se tourne donc comme à son habitude vers le gouvernement français et lui demande d'acheter les sept Rafale qui pourraient lui rester sur les bras.

Au début juin, François Hollande annonçait 6 milliards d'économies sur le budget de la Défense d'ici à 2019. C'était compter sans les cadeaux imprévus faits aux industriels de l'armement comme Dassault. Ces milliards d'économies, ce sont d'autres qui les paieront dans la population !

Daniel MESCLA

• Incendie à Aubervilliers

Un drame du mal-logement



Samedi 7 juin, un incendie dans un immeuble d'un quartier d'Aubervilliers a fait trois morts, trois blessés graves et dix-huit autres plus légers.

D'après les premiers résultats de l'enquête, c'est un garçon de 12 ans qui aurait déclenché cette catastrophe en mettant le feu à une poussette placée au rez-de-chaussée. Mais la rapidité avec laquelle il s'est propagé a révélé que, sans être frappé d'insalubrité, l'immeuble était vieillissant et insuffisamment entretenu.

En mars 2013, un précédent incendie, déclenché à la suite d'une rixe, avait déjà causé la mort de trois

personnes. Des travaux avaient été décidés, et c'est d'ailleurs grâce aux échafaudages qu'une partie des rescapés ont réussi à s'enfuir. Mais les habitants dénoncent le manque d'hygiène et de sécurité.

Les occupants des logements sont des locataires ou des propriétaires modestes, comme c'est le cas d'un certain nombre de logements populaires. Mais la moitié des 144 logements appartiennent à un seul bailleur que les habitants accusent d'avoir laissé cet immeuble se dégrader. Comme cela arrive trop souvent, celui-ci s'est transformé en un piège mortel.

Sylvie MARÉCHAL

• Hayange (Moselle)

La politique antisyndicale et antiouvrière d'un maire Front national

Dans la petite ville ouvrière d'Hayange, le nouveau maire du parti d'extrême droite met la pression sur les employés communaux et les militants syndicaux, à commencer par ceux de la CGT. En avril, il a empêché ces militants de distribuer un tract syndical à l'intérieur de la mairie, sous prétexte que le contenu était politique. Il a ensuite étendu l'interdiction à tous les syndicats.

Début juin, une note de service a été distribuée aux employés, les menaçant de procédure disciplinaire s'ils ne respectaient pas le « *devoir de réserve* ». Cette note disait précisément : « *Le devoir de réserve vous impose, même en dehors de votre service, de vous exprimer avec retenue. Et ce, y compris dans votre vie privée et en particulier sur Internet ou sur messagerie électronique.* »

Le Front national a conquis Hayange à la majorité relative, à l'issue d'un second tour où quatre candidats étaient présents, et cela lui impose une certaine prudence. Cette attitude vis-à-vis des militants syndicaux et des travailleurs,

dont le maire est le patron, est donc d'autant plus révélatrice de sa politique viscéralement antiouvrière. Et le fait que le maire soit Fabien Engelmann, ancien adhérent de la CGT, souvent présenté par le Front national comme son « *profil ouvrier* », n'y change rien.

La démagogie « *ouvriériste* » du Front national pour attirer les électeurs amers et désorientés des couches populaires n'est que du vent. Par contre, la politique antiouvrière que ce parti promet aux travailleurs s'il se retrouve en situation de pouvoir, elle, sera très concrète.

Pierre ROYAN

• Bouygues Telecom

Près d'un employé sur quatre menacé

En mai, des bruits avaient circulé sur la menace concernant les emplois de 2 000 des 9 000 salariés de Bouygues Telecom. Ce qui était une menace devrait devenir une réalité avec l'annonce attendue le mercredi 11 juin d'un plan de départs concernant 1 500 à 2 000 postes.

Le PDG de Bouygues Telecom, Olivier Roussat, auditionné devant le Sénat le 28 mai, a reconnu que l'entreprise avait décidé « *de survivre avec moins de revenus, en diminuant sensiblement sa taille, ce qui aura donc des conséquences sur l'emploi* ». Le chiffre exact sera révélé le 11 juin, mais ces milliers d'emplois supprimés s'ajoutent aux 596 salariés partis en 2012, dans le cadre d'un plan dit de « *départs volontaires* ». Et, pour enfoncer le clou, le PDG annonce une réduction considérable des dépenses, avec un milliard d'économies par an d'ici trois ans, ce qui laisse supposer que d'autres emplois seront sacrifiés.

Quoi qu'en dise le PDG de Bouygues Telecom, et au-dessus de lui Martin Bouygues, le patron de l'empire industriel créé par son père Francis Bouygues, leur groupe, un des plus puissants du pays,



n'est pas en difficultés. Même sa branche téléphonie mobile fait des bénéfices, 11 millions en 2013, et c'est sans parler des bénéfices réalisés dans le BTP, l'immobilier ou les médias avec TF1. D'ailleurs Bouygues avait proposé de mettre sur la table près de 13 milliards d'euros pour racheter SFR. Et la trésorerie du groupe sera encore largement renflouée par les milliards qu'elle touchera de la vente de sa participation dans Alstom, que se disputent Siemens et General Electric. Et, qui sait, demain peut-être Bouygues décidera-t-il de revendre sa filiale de téléphonie mobile à son concurrent Free, qui aurait d'ores et déjà déposé

une offre de rachat.

D'un côté, les capitalistes, dont Martin Bouygues, font fructifier des milliards acquis au grand jeu des achats et des ventes sur le marché. De l'autre, toutes ces opérations se soldent par des milliers de licenciements supplémentaires, sous prétexte de difficultés des entreprises qui seraient moins compétitives. Mais ces mensonges, répétés sur tous les tons et dans tous les médias, n'en deviennent pas pour autant des vérités et ne cachent pas le fait que les patrons sont les premiers responsables des licenciements dans des entreprises qui font des bénéfices.

Cédric DUVAL

• Recherches d'emploi

Les discriminations ont la peau dure

Selon une étude de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), qui dépend du gouvernement, l'accès à un emploi durable est particulièrement difficile pour près de quatre millions de personnes de 15 à 64 ans, nées d'au moins un parent immigré. En 2012, leur taux de chômage était de 14 %, contre 8,6 % pour le reste de la population. Pour les personnes d'origine africaine, ce taux grimpe même à 24 % !

Selon la Dares, « *les descendants d'immigrés sont presque deux fois plus au chômage, et trois fois plus pour les descendants d'immigrés maghrébins ou africains. Leur origine est perçue comme un critère négatif par les employeurs, qui mobilisent les stéréotypes et les préjugés. La couleur de peau, la culture, la religion, l'origine sociale ou le quartier se combinent pour former des handicaps tenaces. (...) Ils ont moins de chances d'être appelés pour*

un entretien et embauchés. »

Même quand ils sont embauchés, 5,7 % des enfants d'immigrés sont en situation de précarité, travail partiel non choisi notamment. 15,8 % des travailleurs issus de la deuxième génération sont en contrat temporaire, en CDD ou en intérim. La Dares a remarqué que cette situation est deux fois pire, par rapport à ceux d'origine européenne, dès qu'il s'agit de personnes d'origine africaine.

La discrimination joue également sur le montant du salaire ou sur les postes de responsabilité. On peut avoir fait de brillantes études et pourtant être écarté, pour une question de couleur de peau, du poste auquel on pourrait postuler !

Une série d'études provenant de l'Insee a confirmé ces résultats statistiques. Un candidat ayant le BTS mais d'origine maghrébine a moins de chances d'être convoqué à un entretien d'embauche, et donc d'être recruté, qu'un candidat de type européen moins diplômé. Les chercheurs de l'Insee soulignent aussi que les pouvoirs publics n'ont aucune « *politique spécifique pour lutter contre les inégalités dues à l'origine.* »

Jacques FONTENOY

• Le compte-pénibilité au travail

De la poudre aux yeux

D'ici à fin juin 2014, le gouvernement doit faire adopter sa loi sur le compte-pénibilité au travail. Il l'a négociée en octobre 2013 avec la confédération CFDT, en échange de sa signature pour l'allongement à 43 années de cotisation pour une pension de retraite complète.

Pour finaliser ce texte, il a désigné un expert, Michel de Virville, ancien DRH du groupe Renault, membre des directions de l'UIMM et du Medef, un spécialiste de l'exploitation ouvrière pour traiter de la condition ouvrière ! Celui-ci lui a remis son rapport lundi 9 juin.

Simplifiant l'accord gouvernement-CFDT, il préconise que le décompte du temps d'exposition aux travaux pénibles pour que le salarié acquière des points sur son compte-pénibilité en vue d'obtenir une retraite anticipée soit établi annuellement par l'employeur.

Ainsi peuvent rentrer dans ce dispositif les salariés subissant, par exemple, des températures extrêmes, inférieures ou égales à 5°C ou supérieures ou égales à 30°C. Ils



La pénibilité jamais vraiment prise en compte.

doivent y travailler pendant au moins 900 heures par an, soit 26 semaines pour un salarié à temps complet. Dans ce cas il est crédité généreusement de quatre points sur son compte. Au bout de dix points il est crédité d'un... trimestre de retraite anticipée. Quel cadeau !

Il en est de même pour les ports de charges : lever ou porter des poids de plus de 15 kg ou pousser des poids de plus de 250 kg pendant plus de 900 heures par an, donne droit à quatre points. Pour les

travaux répétitifs, il faut trente actions techniques par minute pendant aussi 900 heures par an ! De même il est prévu des décomptes pour le travail de nuit, les postures pénibles, etc. Autant de critères aberrants, contrôlés au bon vouloir du patronat et de sa maîtrise.

Déjà cet expert patronal préconise de reporter les décomptes, les logiciels patronaux n'étant pas prêts pour le 1^{er} janvier 2015. Déjà aussi, le gouvernement a accepté de reporter à 2016 et 2017 les

cotisations patronales pour financer cette loi.

Ainsi ce compte-pénibilité s'avère comme prévu une fumisterie qui n'a servi qu'à essayer de camoufler les attaques contre les retraites.

Pour diminuer la pénibilité au travail, il faut améliorer les conditions d'hygiène et sécurité, réduire le temps de travail et embaucher. Quant à la retraite, il faut le retour aux 37,5 années de cotisations.

Louis BASTILLE

• Impôt **L'État ne saigne pas les riches**

Des dirigeants de grandes entreprises du CAC 40 s'exilent aux États-Unis, quand ils cherchent à être au plus près d'un marché à conquérir et des responsables locaux qu'ils veulent influencer. Mais les dirigeants venus de l'étranger bénéficient aussi de conditions fiscales des plus attractives.

Il s'agit de leur donner des raisons sonnantes et trébuchantes de prendre la tête de grandes entreprises françaises. Ces mesures fiscales ont été inventées en 2006 pour attirer ici des grands patrons, grands amateurs de revenus lourds et d'impôts légers. Peuvent en bénéficier les dirigeants qui n'ont pas habité en France depuis cinq ans.

C'était le cas de Chris Viehbacher, directeur-général de Sanofi. Ayant la nationalité canadienne et allemande, il a bénéficié de ces conditions fiscales avantageuses : 30 % de sa rémunération échappant au fisc, abattement supplémentaire de 20 % et aucun impôt sur la fortune. Mais cette fiscalité complaisante a une durée de vie limitée : cinq ans. Coïncidence, arrivé au terme de ces cinq ans, le directeur-général de Sanofi vient de s'installer à Boston, aux États-Unis où, n'en doutons pas, l'attend certainement, entre autres avantages, une fiscalité tout aussi légère !

Il paraît que cet exil des dirigeants d'entreprises françaises préoccupe le gouvernement. La direction du Trésor a donc été invitée, il y a quelques semaines, à plancher sur « l'attractivité de la France en matière de centres de décision ». N'en doutons pas, il devrait en sortir de nouveaux avantages pour rendre la destination France encore plus alléchante aux dirigeants d'entreprise, nouveaux arrivants.

Un exemple de plus du fait que ce gouvernement, comme le précédent, se met en quatre pour les patrons...

Jacques FONTENOY

• BNP Paribas

Petits règlements de compte entre concurrents...

La justice américaine menace la banque française BNP Paribas de devoir payer une amende de 10 milliards de dollars pour avoir continué des transactions en dollars avec des pays pour lesquels les dirigeants des États-Unis ont décidé d'un embargo.

Le gouvernement américain voit sans doute dans cette affaire l'opportunité de faire un geste envers l'opinion publique, excédée par l'arrogance et l'irresponsabilité des banques, en particulier depuis l'affaire des subprimes. Mais surtout, l'appareil d'État américain sert les intérêts de ses financiers en mettant ainsi à l'amende des

banques étrangères.

Le gouvernement français, de son côté, n'est pas en reste dans la défense de ses propres requins de la finance. Hollande a écrit à Obama et les discussions ont continué lors des cérémonies organisées le 6 juin. Il menace de revoir les négociations sur le traité transatlantique. Quand ce sont les

intérêts des financiers qui sont en jeu, les hommes politiques savent se démener.

Cette affaire n'est qu'un épisode dans le monde des financiers, pour lesquels investir, c'est tricher avec les règles, mentir, blanchir de l'argent sale, vendre des emprunts toxiques et étrangler des populations. D'un côté, les États-Unis se servent du poids de leur monnaie pour imposer leurs règles. Du côté de la BNP et des autres banques, les infractions commises à ces règles l'étaient

tout à fait consciemment.

La BNP a provisionné 1,1 milliard de dollars, en prévision de l'amende, tout en se préparant à accuser des lampistes : d'après elle, ce serait à l'insu de la direction centrale que des opérations en direction de l'Iran, en particulier, auraient été maquillées. La banque a même, sans aucun scrupule, procédé à des licenciements pour plaider la fraude individuelle, ce qui fait penser à l'affaire Kerviel, à la Société générale.

La BNP essaye de négocier à 6 ou 7 milliards le montant de l'amende qui lui sera imposée. Des sommes qui peuvent apparaître colossales au grand public, mais qui sont monnaie courante pour les milieux financiers. Ils ont les moyens de s'en sortir, en faisant payer d'une façon ou d'une autre leurs salariés et, en dernier ressort, toute la collectivité.

Aline URBAIN

Tricheurs, vous avez dit tricheurs ?

Les casseroles étant vendues en batterie, une autre affaire rattrape la BNP. Cette fois-ci c'est son siège parisien qui a été perquisitionné par la brigade financière parisienne, accompagnée de la police fédérale belge. Ces enquêteurs veulent en

savoir plus sur les conditions du rachat en 2008 d'une partie de la banque belge Fortis, qui valent à plusieurs cadres dirigeants de la BNP d'être mis en examen pour escroquerie.

En octobre 2008, au plus fort de la crise bancaire, Fortis avait sombré à

cause de son implication dans les prêts pourris dénommés subprimes. Le démantèlement de Fortis avait alléché le requin BNP qui avait croqué en partie ce plus petit poisson. Mais visiblement, une arête lui est restée dans la gorge...

L. D.

• Le débarquement allié du 6 juin 1944

De la victoire de l'impérialisme américain à de nouvelles guerres

La guerre transformée en grand spectacle, telles ont été les cérémonies de commémoration du 70^e anniversaire du débarquement allié sur les côtes normandes, le 6 juin 1944. Des chefs d'État avaient été invités, mais aussi les anciens présidents de la République, tels Giscard ou Sarkozy, venus se faire voir, et des centaines de figurants pour faire revivre cet épisode de la Deuxième Guerre mondiale. Des hommages ont été rendus aux soldats et aux civils qui ont payé cette opération militaire de leur vie, et les discours ont évoqué comme il se doit l'amitié entre des peuples autrefois ennemis, la victoire de la démocratie sur la barbarie, et naturellement la paix qui serait devenue l'objectif permanent des grands de ce monde.

Nul ne conteste que le régime de Hitler en Allemagne était une dictature féroce qui écrasait et massacrait les peuples européens, à commencer par son propre peuple. Nul ne met en doute non plus qu'après quatre années d'occupation la majorité de la population française ait vu dans le débarquement l'espoir d'être débarrassée du nazisme et de ses supplétifs français. Mais jamais cette guerre ne fut une lutte entre les forces du Bien et celles du Mal, Alliés d'un côté et nazis de l'autre, comme gouvernants et historiens la

présentent depuis soixante-dix ans. Au même titre que la Première Guerre mondiale, la Deuxième fut une guerre entre impérialismes rivaux pour le contrôle de territoires et de marchés indispensables au développement économique de leur propre pays.

Pendant plus de six ans, de l'arrivée de Hitler au pouvoir au déclenchement de la guerre, les puissances occidentales – États-Unis, Grande-Bretagne et France – ainsi que l'Union soviétique stalinienne s'étaient fort bien accommodées de ce régime et de ses crimes, tant

que celui-ci s'en prenait à sa propre population et, plus particulièrement, mettait au pas une classe ouvrière combative. Ce n'est que lorsque les visées expansionnistes de Hitler aboutirent à créer une superpuissance au sein de l'Europe que les pays impérialistes se sentirent menacés dans leur domination économique et décidèrent alors de déclarer la guerre à l'Allemagne nazie, les uns après les autres.

Le débarquement du 6 juin 1944 marqua certes une étape vers l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, après il est vrai le grand tournant qu'avait été la victoire soviétique de Stalingrad, sur le front de l'est. Mais la victoire de l'impérialisme américain, fort de son potentiel industriel et d'autant plus puissant que son territoire était resté à l'écart des conflits et avait profité de la guerre pour prospérer, n'a nullement été synonyme de paix pour la planète.

Les États-Unis et leurs alliés sont intervenus en Europe



Caen en ruine après les bombardement alliés

Archives us

en faisant tout pour éviter que les peuples ne tentent de se débarrasser de ce système capitaliste fauteur de guerre. Ils remplacèrent une occupation militaire par une autre, en attendant que se mettent en place, dans une Europe en ruines, des régimes favorables à leur domination et présentant toutes les garanties pour contenir d'éventuels

mouvements de révolte.

L'humanité l'a payé par la continuation, pendant soixante-dix ans encore, du système de domination impérialiste qui n'en a pas fini d'ensanglanter la planète, de la Corée au Vietnam et de l'Algérie à l'Irak, à l'Afghanistan et ailleurs.

Marianne LAMIRAL

• Le débarquement et ses victimes

Des massacres décidés froidement

Lors des célébrations officielles, des hommages ont été rendus aux soldats alliés morts au cours du débarquement ainsi qu'aux civils victimes des bombardements. Mais les soldats qui ont débarqué sur les côtes françaises le 6 juin 1944 et y ont laissé la vie ont aussi été délibérément sacrifiés par les gouvernements alliés. Et les combattants alliés, Américains, Britanniques et Canadiens, furent accueillis par une population préalablement écrasée sous les bombes.

De froids calculs établis par l'état-major militaire allié avaient conclu que, pour mettre le pied sur les plages normandes, il fallait envoyer plus de matériel que les troupes allemandes n'avaient la possibilité d'en détruire, et surtout plus d'hommes qu'elles n'étaient capables d'en tuer.

Une première tentative de débarquement avait été effectuée à Dieppe près de deux ans auparavant, le 19 août 1942. L'histoire officielle est restée beaucoup plus discrète sur cet événement qu'elle ne l'a été pour le 6 juin 1944, car toutes les conditions étaient réunies pour qu'il mène à un massacre inutile. Six mille hommes, en grande majorité des jeunes Canadiens sans aucune préparation militaire, avaient été lancés le 19 août 1942 sur des plages de galets sur lesquelles les chars

eux-mêmes ne pouvaient avancer, cernées de falaises abruptes d'où les défenses allemandes mitraillaient les soldats. En quelques heures, près des deux tiers des hommes furent hors de combat, tués, blessés ou prisonniers. Ce fut un carnage, prévu et perpétré de sang froid par les Alliés, dont le but n'était pas alors de prendre pied en Normandie mais de tester la résistance ennemie.

C'est fort de cette « expérience » que le 6 juin 1944 l'état-major allié fit débarquer ou parachuter près de 200 000 soldats, appuyés par un appareil militaire impressionnant, avions, véhicules terrestres, bombes et armes de destruction. En une seule journée de combats, le nombre de pertes humaines (tués, blessés, disparus ou prisonniers) fut estimé à plus de 10 000 parmi

les troupes alliées, et autant au sein des forces allemandes, chiffre beaucoup moins cité.

Parmi la population civile, dans la bataille de Normandie qui suivit le débarquement, ce fut aussi un carnage. Caen, Le Havre, Cherbourg, Falaise et nombre de villes sans aucune importance stratégique furent rasées sous « une pluie de feu, de fer, d'acier, de sang », comme l'écrivit Prévert à propos de Brest. En quelques semaines, quelque 30 000 civils furent tués en Normandie, les survivants errant sur les routes à la recherche d'un abri et de nourriture.

Pendant longtemps, l'histoire officielle a été très discrète sur ces massacres de populations, affirmant que les morts civils étaient le prix à payer pour parvenir à la libération du pays. Certains historiens commencent tout juste à reconnaître que les bombardements systématiques des villes étaient inutiles sur un plan stratégique. Effectivement, leur but avait été clairement défini dès 1942 par le gouvernement britannique, quand ils avaient été décidés sur les villes



Des populations civiles jetées sur la route après le bombardement de Normandie de 1944

Dey-overford.com

allemandes: il fallait « détruire le moral de la population ennemie et, en particulier, celui des travailleurs de l'industrie ».

Les dirigeants des puissances impérialistes craignaient de se trouver à la fin de la guerre face à une situation révolutionnaire, comme celle qui avait marqué la fin de la Première Guerre mondiale, d'une ampleur plus grande encore dans une Europe ravagée par la guerre, où les souffrances endurées par les peuples avaient été bien supérieures. Dans

cette perspective, les bombardements massifs avaient pour objectif de vider les villes, de disperser leurs habitants en les terrorisant, afin d'éviter tout regroupement concerté qui puisse contester leur domination, en premier lieu parmi la classe ouvrière.

Les hommes, les femmes et les enfants écrasés sous les bombes ne furent pas des « dommages collatéraux », comme on le dit aujourd'hui : ils en étaient bien un des objectifs.

M. L.

Un courant communiste révolutionnaire bien vivant

La Fête de Lutte Ouvrière, les 7, 8 et 9 juin, a été un succès et s'est déroulée surtout sous le soleil, entrecoupé il est vrai d'orages violents... Mais ils n'ont nullement refroidi l'ambiance de fraternité, d'échanges d'idées, de solidarité qui a pu régner pendant ces trois jours sur le terrain de la Fête de Presles !

Les milliers de participants sont un témoignage de l'existence de notre courant, qui se place sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs, à l'échelle internationale, et qui aspire à construire un parti réellement communiste révolutionnaire. Un courant pour qui seul le renversement de ce système capitaliste pourra sortir définitivement la société de la catastrophe dans laquelle la bourgeoisie l'a plongée, et qui fait confiance dans les capacités de la classe ouvrière à y parvenir. C'est aussi cela la réussite de notre Fête !

Nous publions ci-après des extraits des deux interventions faites par notre camarade Nathalie Arthaud au cours de cette Fête.



• **Nathalie Arthaud**

dimanche 8 juin

« Redonner confiance aux travailleurs dans leur force collective »

(...) Pour la première fois, le Front national est arrivé en tête d'une consultation électorale. (...) Cette poussée continue n'est pas une surprise, mais elle n'en est pas moins dangereuse. D'autant plus que le Front national fait une percée dans les classes populaires, auprès d'ouvriers, d'employés, de chômeurs.

L'influence du Front national grandit quasi mécaniquement, à la faveur de la crise et du discrédit des deux partis qui se relaient traditionnellement au pouvoir. Mais son ascension n'est pas irrésistible !

Dans les classes populaires, le vote Front national est le vote de travailleurs déboussolés. C'est le vote de travailleurs prêts à vendre leur âme au diable dans l'espoir que cela change quelque chose. C'est le vote de travailleurs perdus, sans perspectives.

Pour combattre l'influence du FN dans la classe ouvrière il faut redonner confiance aux travailleurs. Il faut qu'ils prennent conscience de leur bon droit et leur redonner confiance dans leur force collective et dans leur capacité à défendre leurs intérêts, à les défendre, d'abord et avant tout, contre la politique du gouvernement entièrement dévoué au patronat.

Le PS récolte ce qu'il a semé

Les dirigeants du PS déploraient une « crise de confiance politique », mais ils récoltent ce qu'ils ont semé ! (...) Le

discrédit de Hollande est si profond que même la nomination de Valls au poste de Premier ministre n'y a rien changé. (...)

Ce n'est pas la première fois que les socialistes au pouvoir font le contraire de ce qu'ils avaient promis aux travailleurs, pour satisfaire aux exigences de la bourgeoisie. En 1956, Guy Mollet, qui avait fait campagne en promettant la paix en Algérie, intensifia la guerre une fois élu en envoyant le contingent se battre en Algérie. Il signait ainsi l'effondrement politique du Parti socialiste, qui mit plus de vingt ans pour s'en remettre. Mitterrand, qui avait fait campagne sur la « rupture avec le capitalisme », imposa à partir de 1983 le tournant de la rigueur.

Hollande est de ces responsables politiques, qui ne renient rien des Guy Mollet ou des Mitterrand et qui ont fait leurs classes politiques dans la perspective de gérer les affaires des capitalistes, quels que soient les sacrifices à imposer aux travailleurs.

Le centenaire de la guerre de 1914 nous rappelle que c'est à cette époque que le PS, qui se revendiquait de la classe ouvrière et de la révolution, a basculé du côté de la bourgeoisie et a trahi de la pire des façons.

Mais, pendant des dizaines d'années, sa base est restée ouvrière. Si le PS était devenu un parti bourgeois par ses sommets, il comptait nombre de militants et sympathisants, dans la classe ouvrière, qui continuaient à véhiculer l'idéal de la transformation sociale.

Aujourd'hui, le PS est un parti bourgeois de la tête aux pieds. (...)

Cela fait longtemps que rien ne rattache le PS aux travailleurs, si ce n'est le fait de courtiser leurs voix à chacune des élections. Eh bien, il ne faut plus que les travailleurs soient liés au PS de quelque manière que ce soit. Ce parti n'est pas de notre bord, il ne nous représente en rien. (...)

La comédie électorale à trois

Le discrédit du PS, auquel s'ajoute celui de son frère jumeau l'UMP, laisse de l'espace pour le Front national. À la fausse alternance gauche-droite va succéder une comédie électorale à trois « grands » partis, comme ils disent, en concurrence pour la mangeoire, mais tous prêts à gouverner en représentants serviles de la bourgeoisie.

Car le Front national est un parti bourgeois, dévoué comme les autres au système, respectueux des possédants, de la propriété privée, de l'exploitation. Le FN n'a rien contre le patronat, rien contre ses dividendes, ses profits, rien contre les bas salaires qu'il impose. Pour Marine Le Pen, ce ne sont pas les capitalistes, la concurrence et la course à l'accumulation qui sont responsables de la crise. Ce sont les étrangers, des travailleurs comme nous tous ici, qu'elle accuse de causer le chômage et la misère ! (...)

Elle se surveille et use d'un discours policé. Mais elle sait que les plus réactionnaires, les plus racistes, les calotins comme les nostalgiques des colonies, lui sont acquis, et surtout que son père s'en occupe. Le mot sordide de Jean-Marie Le Pen, sur « monseigneur Ebola » qui pourrait régler en trois mois le problème de surpopulation en Afrique, était destiné à ce public-là.

Le Front national est un parti bourgeois de plus, mais un de ceux qui représentent les forces les plus réactionnaires, les plus antiouvrières qui soient. (...)

De la droite à la gauche, jusqu'au Front de gauche, tous ont embouché les trompettes protectionnistes, nationalistes. Tous n'ont que le mot « patrie » à la bouche, la « France et sa grandeur » !

Alors, il ne faut pas s'étonner que les racistes se sentent confortés et ne se gênent plus pour proférer leurs horreurs à voix haute ! Il ne faut pas s'étonner qu'à tout cela réponde le repli sur soi et le communautarisme. Ni que, dans cette atmosphère saturée de préjugés racistes, des fous de Dieu arrivent à enrôler des jeunes plus paumés les uns que les autres.

Et, à tout cela, il faut ajouter encore la faune que le FN charrie dans son sillage et dont la spécialité est de se faire la main sur les immigrés, les homosexuels et les gauchistes, comme ils disent. Il y a ces groupuscules néo-nazis, qui ont déjà plusieurs meurtres à leur actif.

Marine Le Pen peut s'en

démarrer, elle peut les renier. Mais ces groupes existent et les succès électoraux du FN ne font que les renforcer. Ce ne sont peut-être que des voyous, ce ne sont peut-être que des ratés mais, s'ils croient que l'opinion publique leur donne raison, ils passeront aux actes. C'est justement ce genre de voyous qui ont servi de cadres au fascisme !

Marine Le Pen vise, pour le moment en tout cas, à occuper la place de l'UMP et à transformer le FN en parti de droite classique. Mais d'autres forces sont en mouvement et elles créent les conditions d'un engrenage dangereux. Un engrenage dont un des rouages essentiels est le Front national. (...)

Alors, il faut tout faire pour arracher les travailleurs à l'influence du FN. Il n'est pas trop tard. Entre un vote de protestation et une adhésion aux positions du FN, il y a de la marge. Une marge qu'il faut mettre à profit pour discuter, pour convaincre, pour entraîner les travailleurs dans les luttes qu'ils ont à mener.

Car il ne s'agit pas de faire, comme le PS ou le Front de gauche, la morale sur le fait de bien voter, ou sur les vertus qu'aurait la République, que ce soit la cinquième ou la sixième.

Il ne s'agit pas de construire des combinaisons politiciennes censées servir de rempart électoral au FN. Ces manœuvres politiciennes et électoralistes sont puérides, au moment même où un nombre croissant

suite page 10



la Fête en images



suite de la page 7

d'électeurs ont compris tout ce qu'elles avaient de mensonger et d'illusoire.

Il faut opposer au FN des perspectives qui sont propres aux travailleurs, la défense de leurs intérêts, sur la base des moyens qui leur sont propres : les luttes collectives et conscientes.

Retrouver le chemin de la lutte de classe

Il faut dire et redire que nous ne sommes pas condamnés à nous sacrifier, que nos exigences sont mille fois légitimes et que la question du rapport de force dépend surtout de nous, les travailleurs, de ce que nous avons dans la tête, de la force que nous sommes capables d'opposer au patronat, de notre combativité. Il faut retrouver le chemin de la lutte de classe.

C'est notre devoir à nous, révolutionnaires. Mais ce travail militant peut rassembler, au-delà de nos rangs, tous ceux déçus de la gauche, qui ont compris que, s'il n'y a pas de réaction du côté du monde du travail, nous sommes dans une impasse.

Si des milliers de militants ouvriers, notamment ceux qui militent dans les syndicats, avaient ce type de démarche, allaient au contact de leurs collègues électeurs du FN, discutaient, leur expliquaient la situation, les entraînaient à réagir collectivement, cela compterait.

Ensemble, nous pouvons regagner une partie de la classe ouvrière au combat qui lui est propre. Mais cela suppose d'être soi-même convaincu de la capacité des travailleurs et de leur faire confiance.

Ce ne sont pas les travailleurs qui ont failli à leur tâche,

ce sont les directions des partis qui prétendaient représenter les intérêts des exploités. Les travailleurs, eux, n'ont cessé de se battre, comme ils le pouvaient, avec les militants qui restaient.

Si l'on veut sortir de l'impasse à laquelle nous acculent les directions du PS, du PC ou du PG, il faut montrer qu'il y a des militants qui ne se résignent pas. Qu'il y a des militants qui, à l'opposé du FN, veulent changer la société.

Si le dégoût de la politique, le sentiment de trahison et la démoralisation ont pris le dessus, il en est de la responsabilité de la gauche, du PS mais aussi et surtout du Parti communiste, car c'est lui qui avait l'influence sur les militants ouvriers. Après le PS, le PC lui-même a abandonné toute perspective de renverser la bourgeoisie, il s'est intégré à la société pourrie du capitalisme et en a assumé le pouvoir. Chaque participation du Parti communiste au pouvoir a érodé un peu plus son crédit dans la classe ouvrière. (...)

Reconstruire un Parti communiste révolutionnaire

Eh bien, il faut reconstruire. Reconstruire sans faire les mêmes erreurs, sans retomber dans les mêmes illusions. Ce n'est pas d'un énième parti de gauche dont les travailleurs ont besoin, mais d'un parti ouvrier qui parte du point de vue et des intérêts des travailleurs, pour qu'à l'opposé du FN il existe un parti ouvrier révolutionnaire. (...)

Un parti ouvrier révolutionnaire n'est pas utile seulement en temps de révolution. Il l'est dans les combats quotidiens d'aujourd'hui, les petits et les grands. Il l'est même quand

le seul combat est celui de la parole.

Il l'est aujourd'hui, pour arracher les travailleurs que l'on peut à l'influence du FN et pour montrer qu'aux antipodes des idées du FN il y a un parti ouvrier qui veut non seulement s'opposer à tous les politiciens, mais qui a pour perspective la fin de l'exploitation et l'émancipation des travailleurs.

Un parti qui permettra aux travailleurs, lorsqu'ils se lèveront et contesteront la société, d'aller aussi loin qu'ils le décideront. Car ce parti, contrairement aux autres, n'a pas de fil à la patte, pas de carriéristes, n'est en rien lié à ce système, car il ne rassemble que des travailleurs dont le sort est lié et qui n'ont rien à perdre au renversement de la société. Un parti de femmes et d'hommes qui ont d'abord et avant tout confiance dans la classe ouvrière et dans sa capacité à changer les choses. (...)

« Choisissez le Parti de la révolution ! »

Et je tiens à dire aux jeunes, préoccupés à juste titre par le

tour de plus en plus réactionnaire que prend la société, de prendre part à ce combat, qui n'est pas seulement un combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, mais un combat pour libérer la société de l'arriération.

Les préjugés nationalistes, racistes, comme les idées rétrogrades, par exemple sur la place des femmes dans la société ou sur le sens de la vie, ne disparaîtront que si la société se transforme en profondeur, que si l'exploitation laisse place à une société libre, où chacun prendra part à la vie sociale tout en choisissant sa vie, que si la société prend un cours humain.

Réaliser cela ne dépend d'aucune élection, d'aucun combat électoral, ni même d'aucune manifestation destinée à combattre le FN, mais du combat des travailleurs, car ils forment la seule force révolutionnaire, la seule force sociale qui n'a rien à perdre à la révolution et la seule force capable de fonder une autre société.

Les révolutionnaires de la classe ouvrière, Marx, Lénine, Trotsky, n'étaient pas seulement révoltés par l'exploitation

capitaliste. Ils combattaient tout ce qui rabaisait l'homme, les rois, l'Église, les conservatismes et les préjugés de toute sorte.

Par vocation, les partis révolutionnaires ont toujours été les représentants du progrès, faisant confiance aux progrès techniques et scientifiques, mais aussi aux progrès sociaux et au progrès humain. Votre jeune âge fait que vous êtes tournés vers l'avenir. Alors, n'acceptez pas tous ceux qui veulent vous ramener en arrière. Choisissez le parti de la révolution !

Et chacun peut prendre part à ce combat, en tout cas à sa préparation, ne serait-ce que dans les têtes.

Nous sommes une petite organisation, bien sûr. Mais nos camarades, qui défendent nos idées depuis des décennies, les camarades ouvriers qui militent dans les entreprises et dans les quartiers populaires, ont pu démontrer la continuité de leur engagement et la force de leurs convictions.

Et ils seront encore là demain, pour continuer de transmettre à d'autres les idées et les pratiques dont ils sont porteurs !



• **Nathalie Arthaud**

lundi 9 juin

« Notre classe : le prolétariat international »

(...) Notre Fête n'est pas seulement celle de Lutte Ouvrière, mais aussi celle de l'Union Communiste Internationaliste, notre tendance politique internationale, dont font partie des camarades qui militent dans des lieux aussi divers que les Antilles dites françaises, La Réunion, les États-Unis, Haïti, la Côte d'Ivoire, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie ou la Turquie.

Pour les trouver dans les allées de la Fête, ne cherchez pas leur drapeau national : ils lèvent tous le même drapeau que nous, le drapeau rouge, le drapeau des travailleurs, le drapeau des communistes

révolutionnaires.

Car notre classe n'est pas seulement le prolétariat de France, mais le prolétariat international. (...)

Les travailleurs ne pourront pas s'émanciper dans un seul pays

L'internationalisme n'est pas qu'une question de solidarité entre exploités et d'efficacité dans le combat. C'est la conviction que les travailleurs

ne pourront pas s'émanciper dans un seul pays. C'est la conviction que le combat des travailleurs, qu'ils soient en Turquie, en Côte d'Ivoire, au Brésil ou en Afrique du Sud, est le combat de tous.

C'est ainsi que le mouvement ouvrier s'est construit. Dans le passé, les travailleurs se sont nourris des combats, des partis, des idées qui circulaient parmi les travailleurs des autres pays. Sans le Parti social-démocrate allemand des années 1890, le Parti bolchevique russe, le seul à avoir mené une révolution ouvrière jusqu'à la victoire, aurait eu du mal à exister.

Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg furent les grands dirigeants que l'on sait parce qu'ils se sont formés aux luttes des travailleurs d'Europe et du monde et aux débats politiques qui ont traversé les différents partis.

Le mouvement ouvrier n'est ni français, ni allemand, ni russe, il est par nature international, un internationalisme qui s'est incarné dans des partis ouvriers ouverts aux travailleurs de toutes les nationalités.

D'abord, parce que la classe ouvrière de chaque pays était composée de travailleurs immigrés. En France, la classe ouvrière du 19^e siècle mêlait déjà

des ouvriers belges, polonais, italiens. Sans parler de la classe ouvrière américaine, qui s'est construite sur l'immigration. Ensuite, parce que chaque parti ouvrier répondait au célèbre mot d'ordre lancé par Marx et Engels : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Paul Lafargue, un des dirigeants du Parti ouvrier en France, a décrit dans les années 1890 l'état d'esprit des travailleurs qui participaient à la manifestation internationale du 1^{er} Mai. Il explique que des ouvriers qui n'étaient jamais sortis de leur petite localité, et vivaient en dehors de toute agitation, s'informaient sur les

manifestations dans les autres pays. Pays dont ils connaissaient à peine le nom et dont la situation géographique leur était inconnue.

Ils avaient, explique-t-il, la conviction que les ouvriers du monde entier agissaient et sentaient comme eux. Ils attendaient le 1^{er} Mai comme un jour de libération, car ils se disaient que la lutte des camarades, au-dehors, ils ne savaient pas où, contribuait à l'amélioration de leur vie. Leur internationalisme allait de pair avec la lutte de classe, et il en va de même aujourd'hui. (...)

La société recule

En l'absence d'intervention massive et consciente de la classe ouvrière qui remette en cause le capitalisme, la société recule, non seulement sur le plan matériel, mais aussi sur le plan moral et idéologique. La crise dans laquelle le capitalisme est plongé depuis plus de quarante ans, et dont le dernier pic constitué par la crise financière de 2008 a laissé place au marasme économique, accule l'économie et la société dans une impasse.

L'économie, travaillée par une série de contradictions, est mûre depuis longtemps pour une transformation sociale. Les techniques, le niveau de développement, l'échelle à laquelle nous sommes capables de produire poussent à une collectivisation de la production, à une mise en commun.

Mais, en vertu du fait que la bourgeoisie possède les capitaux, elle domine toute la vie économique en fonction de ses intérêts individuels et égoïstes.

Faute de se transformer, l'économie est ainsi condamnée aux crises, au gaspillage des moyens de production, à l'exploitation éhontée des travailleurs. Et, faute de perspectives offertes aux populations, la société produit des reculs et des monstruosité inouïes.

En Europe, dans les années 1930, la crise du capitalisme avait engendré le fascisme et le nazisme, avant d'entraîner le monde entier dans la guerre. Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, soixante-dix ans après, des forces du même ordre sont à l'œuvre.

Partout où l'on porte son regard, on voit des forces qui militent pour un retour en arrière. Et la xénophobie, l'intolérance, la misogynie, le communautarisme, l'emprise des idées religieuses ne sont pas des « privilèges » réservés aux pays pauvres ! Aucun continent, aucun pays n'y échappe, pas même les pays les plus riches et les plus éduqués de la planète.

Le nationalisme : un piège mortel

Mais on peut voir en Ukraine où mène ce genre de logique nationaliste. (...) Rien ne prédisposait pourtant à creuser un fossé d'incompréhension et de haine entre ceux qui se sentent « ukrainiens » et ceux qui se sentent « russes ». Pendant des décennies, ils ont été les deux à la fois sans que cela pose de problème d'identité, ont parlé le russe ou l'ukrainien, passant sans problème d'une langue à l'autre. (...)

Pour que chacun se sente forcé de choisir un camp, entre prussiens ou pro-ukrainiens, il a fallu des forces politiques, des militants, pour faire croire qu'il y avait incompatibilité, pour désigner l'autre camp comme l'adversaire, le responsable de tous les maux, alors que la réalité des pensions de misère, des fermetures des mines, du chômage de masse, est autant partagée d'un côté que de l'autre ! (...)

L'internationalisme n'est peut-être pas spontané. Mais le nationalisme pas plus ! Le nationalisme, on nous l'inculque dès notre plus jeune âge. Eh bien, le mouvement ouvrier se doit de représenter l'inverse, la fraternité entre exploités de différents pays, l'internationalisme.

Les mêmes qui veulent ériger plus de frontières, pour y enfermer les peuples, ne voient pas de problème à ce que les capitaux de leur propre bourgeoisie colonisent le monde.

Le colonialisme est fini, mais l'Afrique continue à être vidée de son sang et de ses richesses comme au temps des colonies. Pour prélever tout ce qu'ils peuvent prélever sans avoir à délier les cordons de la bourse, les groupes capitalistes surexploitent les travailleurs, polluent des régions entières et s'appuient sur les pires dictateurs qui soient. Ils condamnent l'Afrique au sous-développement !

Et, après avoir pillé, affamé et divisé des peuples entiers, les dirigeants des pays riches s'inquiètent de ce que le continent est de plus en plus déstabilisé ! Après l'horreur du génocide rwandais, de la guerre au Congo, les agissements monstrueux de bandes fanatisées se multiplient.

Une barbarie qui répond à la barbarie

Après al-Qaïda, c'est la secte Boko Haram qui sème la terreur. Hollande, comme



toujours, s'est précipité sur la chose pour essayer de redorer son blason, dénonçant une « stratégie contraire à la civilisation », une stratégie de « destruction des principes fondamentaux de la dignité humaine ».

Eh bien, ces mots décrivent parfaitement les agissements des colons qui ont découvert l'Amérique et ont pratiquement exterminé sa population indienne ; les agissements des troupes coloniales françaises lors de la conquête de l'Algérie et lors de sa guerre d'indépendance ; le génocide perpétré au Rwanda, il y a tout juste vingt ans, avec la complicité du pouvoir français.

Oui, l'enlèvement de dizaines de filles, les attentats meurtriers de cette secte sont monstrueux. Mais les protestations d'une Michelle Obama, d'un Gordon Brown ou d'un Hollande laissent un goût amer. Car Boko Haram tire sa force de la pauvreté causée par le pillage du pays par les multinationales britanniques et américaines, dans le pétrole notamment, ainsi que de la haine engendrée par les guerres des grandes puissances impérialistes en Irak, en Afghanistan ou en Afrique.

À une situation monstrueuse de dénuement, de misère matérielle, répondent aujourd'hui à l'échelle du monde d'autres monstruosité : le fanatisme, l'ethnisme, le retour en force des idées moyenâgeuses, la persécution des femmes.

Et que des jeunes issus des pays riches comme la France s'engagent auprès de ces forces réactionnaires est la preuve que le pourrissement de la société est général. Ces jeunes gens recrutés, embrigadés et prêts à sacrifier leur vie en Syrie ou ailleurs pour la religion, doivent interroger la société entière.

Qu'une fraction de la jeunesse, qui devrait être tournée

vers l'avenir, avoir des projets, des passions, des rêves, n'aspire qu'à instaurer la charia et retourner au passé, cela juge la société.

Il y a certes toujours eu des forces pour s'opposer au capitalisme au nom du passé, des forces qui voulaient revenir en arrière. Dans la Russie des Soviets, c'étaient ceux qui prônaient le retour au tsarisme ; en France, c'étaient ceux qui voulaient revenir à la monarchie.

Ces forces réactionnaires ont toujours existé. Le problème c'est qu'il y ait quelque chose en face. (...)

Défendre les perspectives communistes

Il faut qu'il y ait des gens qui pensent que la seule façon de combattre le capitalisme, ce n'est pas de décider de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce n'est pas de ramener le capitalisme en arrière, mais c'est de le dépasser.

Il faut des hommes et des femmes qui expliquent que cela ne peut se faire que de façon révolutionnaire. En dernier ressort, tout cela dépendra de ce que les travailleurs sachent ou non se saisir des perspectives dont ils sont porteurs, celles de permettre à la société de renverser le capitalisme pour fonder une économie supérieure.

Cela nécessite qu'il y ait un parti. Car ce n'est pas que les travailleurs ne se battent plus. À chaque fois que des masses se sont mises en mouvement, que ce soit en Tunisie, en Égypte, en Syrie ou, dans un autre contexte, en Ukraine, des travailleurs ont combattu.

Mais, faute de parti se fixant pour but de se battre pour les intérêts des travailleurs, ils se sont trouvés dépendants d'autres forces politiques. Ils n'ont pas eu d'expression politique qui

leur soit propre.

Pour finir, ce sont les militaires qui se sont installés au pouvoir en Égypte. En Tunisie, le bras de fer entre les « démocrates » et les religieux est loin d'être gagné et, pour les droits des travailleurs, tout reste à faire. En Syrie, le mécontentement populaire qui s'était exprimé contre Assad s'est retrouvé piégé dans une guerre atroce, devenue un terrain d'entraînement pour les djihadistes et dont rien de bon ne peut sortir, ni d'un côté ni de l'autre.

Pour faire régresser toutes les forces réactionnaires que l'on voit se déployer à l'échelle du monde, il ne suffira pas de mener le combat idéologique, de prôner une société plus solidaire et plus humaine : il faudra se débarrasser du terreau qui les engendre, la société capitaliste.

La société capitaliste impose des rapports sociaux qui n'ont rien d'humain. Elle accroît les inégalités, les injustices, les dominations, et bloque tout développement humain. Dans cette société, ceux qui produisent et sont indispensables à la survie de la société, les ouvriers, les employés, les enseignants, les infirmières, sont considérés comme des pions.

Les parasites, les exploités qui canalisent à leur profit les richesses créées par des millions d'autres, sont présentés comme de grands philanthropes, si ce n'est comme de grands hommes, comme Servier, cet empoisonneur qui avait le grade le plus élevé de la Légion d'honneur !

Une société où tout se mesure à l'aune de l'argent, de l'accumulation, de la richesse, où tout s'achète, les consciences, les femmes, les hommes, est une société qui ne peut que pourrir sur pied !

Eh bien il faut qu'aux antipodes de ces forces réactionnaires, se forment des partis révolutionnaires. (...)

• Toyota – Onnaing (Nord)

La direction a dû reculer

À Toyota-Onnaing, où se fait l'assemblage des Yaris, la direction multiplie les menaces et les sanctions contre les ouvriers, les chefs, et récemment contre une déléguée CGT, menacée de licenciement après ce qui s'apparente à un véritable coup monté.

Depuis des mois, la direction de l'usine multiplie les suppressions de postes, les heures supplémentaires quotidiennes obligatoires, dites overtime, et les samedis travaillés. Les pannes et casses de machines sont très fréquentes et les accidents plus nombreux et plus graves. En cause : la course aux profits maximum !

Pour l'équipe de nuit qui va démarrer, 500 intérimaires supplémentaires ont été recrutés... 9 000 candidats se sont présentés tant le chômage est important et alors que l'usine est connue pour ses conditions de travail très dures et ses salaires faibles !

L'usine comptera bientôt 3 100 travailleurs en CDI et 900 en intérim. Et avec de

nouvelles cadences, l'objectif de la direction est d'augmenter encore la productivité de 10 %.

Dans ce contexte, la direction tente d'intimider tout le monde, travailleurs, chefs et délégués. De leur côté, les syndicats CFDT et CFE-CGC ont dénoncé des « menaces fréquentes », des « rétrogradations arbitraires » de chefs, le « lynchage sur la place publique » de cadres, une « gestion militaire des hommes »...

Récemment, a été organisé ce qui s'apparente à un coup monté pour tenter de licencier une déléguée CGT, connue pour avoir animé la grève de 2009. La direction l'a convoquée pour un entretien préalable « pouvant aller jusqu'au licenciement » sur un dossier



Les travailleurs de Toyota lors d'un débrayage.

fabriqué de bout en bout, avec des témoignages bidon. Mais des collègues ont apporté leurs contre-témoignages, une pétition a été signée par plusieurs centaines de salariés... Des lettres dénonçant cette machination ont été envoyées aux directeurs Toyota France et aussi Europe, une réunion a eu lieu avec la Direction départementale du travail, le vice-président PCF du conseil

général du Nord a pris position en faveur des travailleurs...

Cette tentative de licenciement a fini par susciter l'indignation. D'autant plus que chacun peut mesurer que c'est l'ensemble des travailleurs qui est attaqué à travers cette déléguée. La direction a finalement dû reculer. Au lieu du licenciement sont tombés cinq jours de mise à pied avec retenue de salaire. Mais même cette

sanction est inacceptable !

La direction de Toyota souhaiterait pouvoir faire ses mauvais coups sans que personne ne proteste. Mais elle a échoué à se débarrasser d'une militante syndicale. La lutte va devoir s'élargir pour se défendre contre toutes les attaques, que ce soit sur les conditions de travail, les salaires, ou les libertés syndicales.

Correspondant LO

• Groupe Lidl

Non au travail du dimanche !

La semaine du 2 au 6 juin a été ponctuée de plusieurs mouvements de grève dans tous les établissements Lidl en France.

Vendredi 6 juin, suite à un appel syndical national contre les charges de travail qui ne cessent d'augmenter et contre le projet du groupe d'ouvrir plus de 70 magasins le dimanche à partir du 1^{er} juillet, quinze à vingt des 26 entrepôts du pays ont été touchés par la grève, des magasins ont dû fermer et des manifestations devant les directions régionales ont rassemblé

les grévistes des magasins et des entrepôts dans plusieurs régions.

Des tracts ont été distribués aux clients et beaucoup ont spontanément fait demi-tour. Leur solidarité a surpris et encouragé les travailleurs. Quant aux rassemblements, ils ont permis de se retrouver tous, employés des magasins et des entrepôts, de raconter les conditions de travail spécifiques comme par exemple, pour les magasins, la laveuse qui tombe en panne et oblige à laver le sol à la main pendant

des mois ; la chambre froide qui ne fonctionne pas ; les portes d'entrée qui se bloquent et ainsi de suite. Dans les entrepôts, ce sont les oreillettes des caristes qui abiment l'audition, les palettes à charger et à surcharger selon un plan imposé qui ne tient aucun compte du déchargement dans les magasins. Ces discussions ont permis de créer des liens et de comprendre que les problèmes sont vraiment communs.

On peut d'autant plus parler d'un mouvement réussi qu'il y

a eu de nombreuses pressions et manœuvres des directions pour limiter la portée de la grève : des courriers de directeurs envoyés dans les magasins affirmant qu'il n'y avait pas de grève ; des réunions accompagnées de grands sourires et de croissants, la veille, pour connaître les intentions du personnel ; des propositions soudaines d'évolution de carrière, des supplications, des menaces de représailles et des coups de téléphone pour déconseiller la grève.

Pour le travail du dimanche

personne ne croit au volontariat que la direction met en avant. Et pour cause ! Les jours fériés, on inscrit d'ores et déjà les travailleurs sur les plannings, d'accord ou pas. Et il y en a assez des pressions pour qu'on débadge et qu'on finisse le travail après, gratuitement ! Assez des pauses qu'on ne peut pas prendre, de l'interdiction de les prendre en plein air ou encore de les utiliser à faire ses courses ! Assez de devoir faire toujours plus et de s'entendre dire qu'on est trop nombreux !

Correspondant LO

• Intermittents du spectacle

La grève s'étend

La lutte des intermittents et précaires se développe afin de refuser l'« accord sur l'assurance chômage » signé le 22 mars par le Medef, la CFDT et Force Ouvrière. Dans le spectacle et l'audiovisuel les intermittents, comme leur nom l'indique, alternent CDD et chômage. Le Medef, trouvant trop coûteux pour le patronat les aménagements consentis jadis pour faire accepter cette précarité, a décidé de les rogner et a obtenu cet accord.

Depuis janvier et de manière croissante, les intermittents se sont mobilisés de plus en plus nombreux avec la coordination des intermittents et précaires, issue du mouvement de 2003, la CGT spectacle et Sud-culture et même avec certains regroupements

d'employeurs, de compagnies de théâtres, de producteurs... ainsi qu'avec les associations de chômeurs, la CGT intérim, les postiers des Hauts-de-Seine en grève, les sans-papiers... Les actions se sont multipliées, symboliques avec l'occupation de l'Opéra de Paris, de la Cour

des comptes, du Medef, de la CGPME... ou médiatiques avec les envahissements du JT de France 2 ou du Grand journal de Canal+, la prise de parole aux Molières... et aussi des actions d'explication à destination de tous dans les agences d'intérim ou de Pôle emploi.

La profession n'est pas totalement mobilisée mais ceux qui participent aux assemblées générales sont plusieurs centaines à chaque fois. Les manifestations ont regroupé jusqu'à 6 000 personnes à Paris et 10 000 en France. Les

intermittents se battent pour leurs droits mais aussi contre la précarité qui touche de nombreux autres travailleurs.

François Rebsamen, ministre du Travail, qui s'apprête aujourd'hui à valider l'accord du 22 mars entre les « partenaires sociaux », signait en mars une tribune donnant raison aux intermittents... 15 jours avant de devenir ministre. Aurélie Filipetti, ministre de la Culture, a déclaré être d'accord avec eux mais ne pas avoir les moyens de les défendre... Manuel Valls, le Premier ministre,

a nommé un médiateur pour jouer la montre, immédiatement récusé par les intermittents. En effet, 48 heures avant sa nomination, celui-ci affirmait publiquement son soutien à l'accord, sous prétexte que s'il n'était pas validé, le Medef en proposerait un pire.

La grève commencée spontanément s'étend donc. Un appel à une grève nationale a été lancé pour le 16 juin avec un rassemblement place du Palais Royal à Paris à 14 h et le combat continue.

Correspondant LO

• **SNCF**

Les cheminots ouvrent la voie

À l'appel des trois syndicats CGT, Sud et FO, les cheminots, tous secteurs et catégories confondus, ont commencé la grève mardi 10 juin. La grève est importante non seulement chez les agents de conduite ou les contrôleurs, les catégories où les effets sont les plus visibles, mais aussi chez les administratifs, le personnel sédentaire des ateliers, des gares ou chez ceux qui travaillent sur les voies.

L'importance de la mobilisation souligne combien le ras-le-bol est grand chez les cheminots, combien ils en ont assez de voir leurs conditions de vie et de travail se dégrader.

Les cheminots contre l'aggravation de l'exploitation

Face à l'hémorragie continue des effectifs, l'encadrement impose une incessante flexibilité des horaires chez les agents de conduite mais aussi dans les ateliers de réparation ou de maintenance, avec des équipes de réserve, des astreintes, une vie personnelle soumise au bon vouloir de la hiérarchie.

Les suppressions d'effectifs ont pour corollaire l'insécurité du lendemain. Aux guichets, par exemple, un plan de suppression de postes est en cours. Et c'est en grande partie pour eux que la SNCF vient de lancer un plan de départs... volontaires.

Les cheminots vivent au quotidien l'augmentation permanente de la productivité (30% de plus en sept ans) avec son cortège de stress et d'épuisement. Les suicides sur le lieu de travail sont également apparus à la SNCF, y compris parmi les encadrants. À tout cela, il faut ajouter des salaires qui ne suivent pas la hausse des prix, y compris ceux des logements SNCF.

C'est donc bien l'aggravation de l'exploitation qui est à l'origine du ras-le-bol qui s'exprime aujourd'hui.

Une réforme ferroviaire contre les cheminots et le service public

Sur cette situation dégradée s'est greffée l'annonce de la réforme ferroviaire. Ce texte, dont l'examen va commencer le 16 juin au Parlement, a été concocté par la direction SNCF, le gouvernement et les patrons privés du ferroviaire. Il prévoit non pas la réunification de la SNCF et de RFF, comme dit le gouvernement, mais l'éclatement de la SNCF en trois entreprises distinctes et le remplacement de la réglementation actuelle par une convention collective plus désavantageuse. L'objectif de la réforme est double : aboutir à des milliards d'économies sur le dos des cheminots et, en diminuant les coûts, attirer des investisseurs privés.

Les cheminots savent bien que le décret ferroviaire privé applicable depuis 2006 a nettement dégradé les conditions de travail. Quand les agents de conduite soumis à la réglementation SNCF ont un temps de travail annuel de 1568 heures, ceux qui dépendent du privé doivent travailler 1607 heures : quand ceux de la SNCF ont 126 repos, ceux du privé n'en



Les cheminots de la gare de l'Est votant la grève

ont que 104 ; quand ceux de la SNCF ont 52 repos doubles, ceux du privé n'en ont que 25... et tout est à l'avenant. C'est ce type de régression que les cheminots refusent.

Malgré la mobilisation de l'encadrement pour tenter d'en minimiser les enjeux et d'embrouiller les esprits, les cheminots ont perçu la réforme comme étant une nouvelle attaque contre eux-mêmes et le service public. D'ailleurs, dès que la direction et le gouvernement parlent de réforme, il s'agit toujours de régression. C'était le cas sous les gouvernements de droite et cela reste vrai sous le gouvernement de gauche.

Le rôle des organisations syndicales

La grève a commencé à l'appel de la CGT et Sud-Rail, rejoints par FO, qui ont déposé

un préavis de grève reconductible. Pendant les jours qui ont précédé, leurs militants ont tourné, distribué des tracts, organisé des assemblées, afin de convaincre les hésitants, de les entraîner.

Déjà, les précédents appels, pourtant isolés, à la grève contre le projet de réforme ferroviaire en juin et décembre 2013, avaient été bien suivis, tout comme la manifestation nationale à Paris, le 22 mai dernier, qui avait regroupé près de 10% des cheminots.

L'annonce d'un préavis de grève reconductible a également satisfait nombre de militants qui voulaient non pas uniquement protester mais engager une lutte sérieuse. Signe supplémentaire, bien des militants syndicaux ont appelé de façon unitaire, organisant des assemblées voire des tournées communes. Et dans plusieurs secteurs, les militants ont appelé à des assemblées interservices, sans que les directions syndicales s'y opposent.

Celles-ci ont donc choisi d'initier le mouvement et d'encourager les formes susceptibles d'entraîner un grand nombre de cheminots dans la grève.

Il est possible que le mécontentement affiché par de nombreux militants devant l'inaction face au gouvernement ait joué dans l'attitude prise par les directions syndicales. Mais il est aussi probable que, dans la période de réorganisation tous azimuts que va connaître la SNCF, elles tiennent à rappeler qu'il faut compter avec elles et ne pas réduire les avantages dont elles disposent dans les nombreux organismes paritaires.

Il est d'ailleurs notable de constater que la « radicalité »

des directions syndicales CGT et Sud-Rail ne va pas jusqu'au rejet de la réforme mais se limite à la revendication « d'une autre réforme ». À aucun moment, les directions syndicales n'ont dénoncé les négociations concernant la fameuse convention collective auxquelles elles participent et qui ont pour objet de négocier des reculs.

Les revendications des cheminots sont celles de tous les travailleurs

En se mettant en grève, les cheminots n'ont aucune raison de se placer sur le terrain des exigences de la direction et du ministre de tutelle. Ce sont les revendications des travailleurs, de tous les travailleurs qui doivent être mises en avant. Il faut bien sûr dire non à la réforme ferroviaire, refuser toute aggravation dans la réglementation du travail, dire non aux suppressions d'emplois et exiger des embauches dans tous les secteurs, sous un même statut et aux conditions les plus avantageuses, dire non à la flexibilité des horaires, et oui aux augmentations des salaires.

Ces revendications ont été discutées dans de nombreuses assemblées. En les adoptant, en les faisant connaître, les cheminots peuvent avoir le soutien d'autres travailleurs qui eux aussi sont confrontés aux mêmes attaques et ont les mêmes revendications. Par-dessus tout c'est cette contagion que craint le gouvernement et qui pourrait le contraindre à reculer.

Correspondant LO

La réforme : quand la droite félicite la gauche

Loin de toutes les contre-vérités qui sont dites sur la réforme, les discussions qui ont eu lieu le 27 mai dernier à l'Assemblée nationale, essentiellement entre l'UMP et le PS, sont des plus éclairantes et soulignent la proximité de leurs politiques respectives.

L'UMP, d'autant plus sûre d'elle qu'elle n'est pas aux commandes, réclame dès maintenant l'éclatement total de la SNCF. Un de ses députés, Martial Saddier, s'est ainsi adressé au gouvernement : « Votre propre majorité

est en train de préparer l'avenir que nous décrivons (...) vous faites en plusieurs fois ce que l'on pourrait faire en une seule, afin de faire avaler la couleuvre à la majorité et à certains acteurs du monde ferroviaire. » Un autre député UMP, Laurent Furst, a pour sa part déclaré : « Cette réforme a été conçue en tenant compte non pas de vos intentions profondes, mais du maximum que pouvait accepter le secteur, sans explosion sociale. (...) Nous montons le même escalier... »

Cuvilliers, le secrétaire d'État aux transports, n'a nullement nié ces convergences et c'est contenté de répondre : « Vous finirez par voter ce projet de loi, monsieur Laurent Furst, puisque votre ambition ne se trouve pas en contradiction avec la nôtre... »

Tout ce beau monde est d'accord pour éclater la SNCF et le transport ferroviaire afin d'en livrer les morceaux rentables aux griffes du privé. La grève doit leur faire ravalier leurs funestes prétentions.

• La Poste – Paris 15 **Les facteurs en grève**



Les facteurs du bureau de poste du 15^e arrondissement de Paris en étaient mardi 10 juin à près de trois semaines de grève, entre 70 et 80 tous les jours (50 % des facteurs). La direction du bureau, à l'occasion d'une nouvelle réorganisation accompagnée de 22 suppressions d'emplois (en ne remplaçant pas les départs), voudrait bouleverser les rythmes de travail et de repos et faire effectuer la distribution de la publicité non adressée, qui était assurée auparavant par les collègues de la filiale de La Poste Médiapost. C'est en particulier ce point, avec les bouleversements des rythmes de repos qu'il entraînerait, qui a provoqué l'indignation des postiers touchés.

Les grévistes de Paris 15 ont voulu se faire entendre en dehors de leur bureau, en se rendant dans différents bureaux comme Paris 14, Paris 20... où ils ont été bien reçus par les facteurs, qui connaissent les mêmes attaques. Ils sont allés aussi manifester devant le siège de La Poste. La direction

de La Poste avait déclaré qu'elle ne changerait rien à son projet.

Mais, jusque-là, cela n'a pas entamé la détermination des grévistes. D'autres postiers, facteurs dans d'autres bureaux ou collègues des services financiers de La Poste, qui ont leur centre juste à côté, sont venus leur apporter leur soutien. Des soutiens financiers ont été organisés dans différents bureaux de poste de Paris et aux services financiers.

À l'appel des syndicats CGT et SUD, plusieurs rassemblements ont eu lieu, regroupant des dizaines de postiers d'autres bureaux comme mardi 10 juin devant Paris 15. Tout le monde le sait : la situation des facteurs de Paris 15 est celle de tous les postiers. La direction de La Poste attaque bureau par bureau, secteur par secteur, mais son arrogance tend à convaincre les quelque 300 000 employés de La Poste et de ses filiales qu'une riposte d'ensemble est nécessaire pour mettre un terme à ces attaques incessantes.

Correspondant LO

L'objectif de La Poste : supprimer partout et en permanence des emplois

La réorganisation qui touche les facteurs de Paris 15 fait partie d'un véritable plan dans toute La Poste. Quasi-tous les deux ans, les bureaux sont touchés, avec chaque fois des emplois en moins et des repos qui sautent, des organisations qui aggravent les conditions de travail et déstabilisent beaucoup de postiers dans leur vie personnelle et familiale.

La Poste vise à supprimer plusieurs dizaines de milliers

d'emplois et à diminuer, voire à supprimer carrément certains secteurs. Elle envisage de faire distribuer de plus en plus la publicité non adressée par les facteurs, en lieu et place de Médiapost. Cette filiale pourrait à terme être tout bonnement supprimée, avec un risque réel de plan social pour tous les collègues qui y travaillent et une charge de travail supplémentaire rajoutée aux facteurs.

Correspondant LO

• Solvay, site chimique de Belle-Étoile (Rhône) **Quand les travailleurs se mobilisent, ça commence à payer**

Sous prétexte de compétitivité, pour réaliser des économies de quelques centaines de milliers d'euros annuels, la direction de Solvay a décidé de fusionner deux salles de contrôle et de supprimer 18 postes de travail sur le site de Belle-Étoile.

Deux mois après sa mise en place, la colère a éclaté parmi les salariés en 5x8, suite à la surcharge de travail qu'elle entraînait comme aux difficultés de poser ses repos, aux changements fréquents d'équipe du fait des sous-effectifs, aux pressions de la hiérarchie sur

le temps de prise de repos. Et pour corser le tout, la direction voulait faire redémarrer une ligne de production sans effectif supplémentaire.

Mardi 3 juin, l'équipe de l'après-midi s'est mise en grève, suivie par l'équipe de nuit et les suivantes. La grève s'est poursuivie jusqu'au vendredi 22 heures, bloquant la production malgré les pressions et le chantage patronal.

Tout n'est pas résolu à long terme, mais le problème des repos a été réglé pour quelques mois par l'intégration de techniciens dans la « tourne » des

équipes. Deux jours de travail par an sont supprimés et une prime compensant le temps de travail supplémentaire effectué lors des passations de consigne a été accordée.

Au-delà de ces petites avancées, le plus important pour l'avenir a été la solidarité et l'entente dans la lutte des salariés pour leurs intérêts communs, alors qu'ils avaient des difficultés à s'entendre dans les premiers mois de la fusion des deux salles de contrôle. Ce sont ces liens qui sont le meilleur résultat de cette grève.

Correspondant LO

• Maison de retraite Le Clos-du-Mûrier Fondettes (Indre-et-Loire)

Cinq jours de grève pour les effectifs

L'annonce par la direction du déplacement d'une employée sur un autre poste a déclenché la grève samedi 31 mai au Clos-du-Mûrier.

Ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car ce n'était pas la première fois que le personnel avait interpellé la direction suite à des dysfonctionnements et des conditions de travail insupportables (jusqu'à 13 heures d'amplitude, avec une seule pause quotidienne d'une heure, qu'il n'est pas toujours possible de prendre!)

Dans cet établissement qui dépend du prospère groupe Korian, comptant 85 résidents et 45 salariés, dont seulement une trentaine de soignants, plus des deux tiers des soignants ont tenu la grève cinq jours entiers, solidaires face aux pressions de l'encadrement. Pas organisés syndicalement, ils ont choisi des délégations de quatre collègues pour aller négocier avec la direction. Assez rapidement, ils ont obtenu la création d'un CDI supplémentaire et d'un CDD de trois mois pour les remplacements de vacances. Mais ils ne voulaient pas reprendre sans avoir obtenu un deuxième CDD pour l'été.

En attendant, tous ensemble, ils sont allés mercredi matin 4 juin sur le marché hebdomadaire de la commune, puis à la rencontre des clients du supermarché voisin, pour expliquer leur mouvement et obtenir du soutien avec un bon accueil de la population. Dans l'après-midi,



la direction cédait leur deuxième poste!

Le groupe Korian, leader européen de la prise en charge de la dépendance, affiche deux milliards de chiffre d'affaires. Les salariés en lutte demandaient qu'au moins « une partie des profits soit utilisée pour le

confort des résidents et l'amélioration des conditions de travail des personnels ». L'obtention de ces postes et le paiement d'une partie des jours de grève les a bien confortés dans l'idée que, pour gagner, il fallait montrer leur détermination par la grève!

Correspondant LO

• Thales – Vélizy **Les salariés ne se laissent pas ficher**

L'usine d'électronique Thales de Vélizy compte un peu plus de 1 000 salariés, dont plus de la moitié à la production. Dans le secteur du Spatial, le responsable du service utilisait un fichier pour surveiller les salariés, avec différentes rubriques comme « oubli de pointage », « téléphone à son poste de travail », « prévision des congés trop tardive », etc.

Thales a beau être un des grands spécialistes du renseignement et du cryptage des données, manque de chance, ce fichier était bien mal protégé. En effet le responsable

n'est pas très doué en informatique. Par contre, une bonne partie des salariés, très jeunes, eux, la manient bien.

Alors, une fois le fichier découvert, les salariés du secteur ne se sont pas gênés pour le faire connaître, en imprimant et en affichant dans l'atelier le beau petit tableau du chef, avec ses petites croix.

Le chef se fait discret et le fichier a maintenant disparu. Mais sûrement pas les pratiques formatées par la direction dans la tête de son encadrement.

Correspondant LO

• Face à la crise

L'impuissance de la Banque centrale européenne

La Banque centrale européenne (BCE) ne sait plus comment intervenir pour tenter d'arrêter la plongée de l'économie dans la crise. Les grandes entreprises ne veulent pas investir et les banques sont réticentes à leur prêter de l'argent.

En effet, pourquoi acheter des machines, construire des usines, augmenter les capacités de production, si les entreprises ne prévoient pas de vendre plus à une population de plus en plus touchée par les bas salaires et le chômage ? À tel point que les économistes craignent une déflation, c'est-à-dire que les prix ne baissent sous l'effet d'une trop grande offre par rapport à la demande solvable. Ce qui dissuaderait encore plus les investissements productifs, surtout à long terme.

Pour faire quand même quelque chose, la BCE a annoncé le 5 juin qu'elle baisserait son taux d'intérêt principal. Déjà particulièrement bas à 0,25 %, il passera à 0,15 %. Les banques privées pourront donc emprunter de l'argent public pour presque rien à la BCE. Michel Sapin, le ministre de l'Économie, s'est aussitôt réjoui d'une « décision (apportant) un soutien bienvenu à la croissance ». Mais comment croire que cela changera vraiment la donne ?

D'ailleurs la BCE, sachant très bien que les banques n'accordent que peu de prêts,

a pris une autre mesure très caractéristique de son impuissance : son taux de dépôt est désormais négatif à -0,10 %. Elle veut ainsi dissuader les banques, qui regorgent de milliards et n'ont aucune confiance dans les perspectives économiques, de mettre leur argent à l'abri à la BCE. Celles qui le feront tout de même, paieront la BCE pour qu'elle garde leurs fonds en sûreté, à l'abri autant que faire se peut d'une crise financière toujours possible.

La BCE a aussi prévu d'injecter 400 milliards d'euros supplémentaires dans les banques sous forme de prêts à échéance de quatre ans, ce qu'elle a déjà fait et encore plus massivement il y a trois ans. C'est là aussi une tentative de ranimer une économie bien mal en point.

Mais le seul secteur qui profite de tous ces milliards est la sphère financière. La spéculation – sur les matières premières, sur la Bourse, sur toutes sortes de supports – continue de plus belle malgré toutes les fables officielles sur la moralisation du capitalisme. En fait d'investissements, les



milliards dont disposent les banques et les grandes entreprises s'orientent vers des OPA ou des rachats d'entreprises par des concurrents comme celui de SFR par Numéricable. Ce qui ne crée aucune richesse nouvelle et surtout pas d'emplois, bien au contraire.

C'est tout cela qui met l'économie à genou, et même parfois par terre lorsque des

bulles spéculatives éclatent brutalement comme en 2008.

Quoi que fassent la BCE et les grands États, qui d'ailleurs sont au service de la bourgeoisie, ils sont impuissants face à la recherche du profit maximum qui guide les capitalistes et qui mène toute la société dans le mur.

Lucien DÉTROIT

• Irlande

Au nom de Dieu et de la morale des possédants

Les travaux d'une historienne irlandaise, Catherine Corless, ont révélé récemment que les restes humains entassés dans une fosse à Tuam, dans le comté de Galway en Irlande, étaient ceux de 796 bébés ou jeunes enfants morts entre 1925 et 1961 au sein du « Mother and baby home » Sainte-Marie de la ville. Les corps des enfants entassés, dans une fosse septique, n'avaient pas été inhumés normalement car les bébés, nés hors mariage, n'avaient pas été baptisés ! Mais plus encore que dans leur mort, l'horreur réside dans la vie de ces enfants nés dans ces institutions gérées la plupart du temps par des religieuses.

L'Église catholique, un des piliers de l'État bourgeois irlandais, déléguait jusqu'à une période récente à des congrégations de religieuses l'encadrement et le fonctionnement de prétendus refuges pour jeunes mères célibataires, souvent pauvres. Ces Mother and baby homes étaient en fait des lieux de maltraitance et d'esclavage destinés à enterrer vivantes des jeunes filles « en

état de péché » et leurs enfants, à les dissimuler aux yeux de la société bourgeoise bigote. Accessoirement, nombre de ces emmurées fournissaient, leur vie durant, du travail gratuit dans les fameuses « blanchisseries Madeleine », dépeintes en 2002 dans le film « Magdalene Sisters ».

Le scandale mis au jour à Tuam n'est pas un cas unique : d'autres « homes »,

généralement aux mains de congrégations religieuses, ont été recensés, en dépit de l'influence de l'Église catholique et du silence complice des autorités étatiques dans l'Irlande des années 1920 à 1970, maintenu depuis. Des rapports de l'époque, exhumés avec bien des difficultés par des particuliers à la recherche de leur passé ou de celui d'un proche disparu, attestent du mépris inhumain avec lequel ces enfants étaient traités. La mortalité infantile atteignait 25 ou même 50 % dans certains « homes » et certaines années, d'après des rapports hospitaliers.

À Castlepollard (Meath), à Bessborough (Cork), à Sean Ross Abbey – où fut enfermée Philomena Lee, contrainte d'abandonner son fils à l'adoption d'un couple américain –,

à Roscrea (Tipperary), des rapports ont révélé l'existence de tels établissements, ouverts dans les années 1920 ou 1930. Certains ont été ouverts aussi par l'Église protestante et trois autres, parmi ceux répertoriés, par les autorités locales elles-mêmes.

L'inhumanité de ces institutions, auxquelles les victimes survivantes réclament toujours excuses et indemnités, n'a malheureusement rien à envier à celle des orphelins écossais fournisseurs de main-d'œuvre gratuite pour les fermiers ou à celle des autorités françaises qui ont « importé » de force 1 630 enfants réunionnais arrachés à leur famille dans les années cinquante pour travailler dans les fermes creusoises.

Viviane LAFONT

• Pakistan
**Condition des femmes
Une barbarie institutionnalisée**

Comment ne pas être révolté par la mort de Farzana Parveen, cette Pakistanaise de 25 ans lapidée par son père, ses frères, des cousins, sous les yeux de la police, à l'entrée d'un tribunal de Lahore, pour avoir épousé un homme sans l'autorisation de sa famille ? Il faut remonter la chaîne des responsabilités qui conduisent à de tels assassinats, un millier par an dans ce pays.

Le Pakistan a été séparé de l'Inde par la politique du « diviser pour régner » de l'impérialisme britannique lors de l'indépendance en 1947. Plus de la moitié de la population est totalement illettrée, la proportion d'enfants non scolarisés est l'une des plus élevées du monde. En 1979, quand l'URSS avait envahi l'Afghanistan, l'armée pakistanaise avait été chargée par les États-Unis d'allumer un contre-feu en armant les seigneurs de guerre islamistes, ce qui passait par le renforcement des partis islamistes pakistanaïes. Les lois contre le blasphème et des éléments de la charia furent inscrits dans la Constitution.

Mais, une fois les combattants islamistes pakistanaïes revenus de l'Afghanistan, ils s'affrontèrent entre eux, avec le soutien de différentes fractions de l'armée pakistanaise. À partir de 2001, le soutien apporté par le régime pakistanaïe à l'invasion de l'Afghanistan par les forces impérialistes renforça encore l'extrême droite islamiste, qui se donna des allures « anti-impérialistes ». Ses bandes armées devinrent les véritables arbitres de la vie politique pakistanaise, ce qu'elles sont encore aujourd'hui.

L'assassinat de Farzana Parveen met en cause le régime pakistanaïe, mais tout autant les responsables des pays dits civilisés qui n'ont cessé de renforcer, directement ou indirectement, une extrême droite qui agit pour que perdure l'oppression barbare des femmes de ce pays.

Jean SANDAY

• Brésil

« Pendant la Coupe, il va y avoir des luttes »

Fait plutôt rare, la grève des travailleurs du métro de Sao Paulo a fait la une de l'actualité mondiale. C'est que le bon déroulement de la Coupe du monde de football semblait menacé. Mais les travailleurs revendiquent une augmentation de salaire de 16,5 %, pour rattraper au moins en partie l'inflation répartie à la hausse, en particulier sur l'alimentation et le logement, mais aussi des embauches, de meilleures conditions de transport, l'extension du réseau et la baisse des tarifs.

Commencée le mercredi 5 juin, la grève a totalement bloqué trois lignes du métro sur cinq, les deux autres fonctionnant très au ralenti. Dans les rues et sur les autoroutes, l'embouteillage a été bien pire que d'habitude : 4,5 millions de personnes empruntent chaque jour le métro.

Alkmin, le gouverneur de droite de l'État de Sao Paulo, dont le métro dépend, a aussitôt réagi. Il a fait proposer par la justice du travail une augmentation de 8,7 %. Quant aux grévistes, ils devaient assurer 100 % du trafic en périodes de pointe et 70 % en périodes creuses. Puis le 8 juin les juges ont déclaré la grève « abusive », et donc illégale. Ils ont menacé le syndicat des travailleurs du métro, animé par des militants

trotskyistes du PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié), d'une amende de 250 000 euros en cas de poursuite du mouvement. Alkmin de son côté licencierait 42 travailleurs, en particulier des militants syndicalistes, et faisait expulser les piquets de grève par la police.

Malgré une intense campagne de presse antigreviste, la population soutenait le mouvement, comme elle avait soutenu il y a un an les manifestations contre les augmentations des transports. Du coup, l'ensemble des confédérations syndicales ont apporté leur soutien, réclamant des négociations. Quant à la présidente Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs, et au gouvernement central, ils soutiennent sans état d'âme le gouverneur. Tous ces gens



redoutent des mouvements pendant la Coupe et veulent faire un exemple sur les premiers qui bougent, pour terroriser les autres. Il en va de leur prestige personnel, du prestige de la Fifa, et surtout des bénéfices de toutes les entreprises liées à

la Coupe, sponsors, hôtellerie, constructeurs des stades et des infrastructures, etc.

En assemblée générale, le lundi 9 juin, les travailleurs du métro ont suspendu la grève mais assuré qu'ils restaient en « état de grève », prêts à repartir en lutte. Beaucoup auraient souhaité continuer simplement le mouvement. Ils devaient décider de la suite le 11, veille de l'ouverture de la Coupe dans le stade d'Itaquera à Sao Paulo, en présence de Dilma Rousseff et d'une douzaine de chefs d'État. Ils exigent bien sûr l'annulation des licenciements et maintiennent leurs revendications salariales. Comme le dit le président du syndicat du métro : « S'il y a de l'argent pour la Coupe, pour le grand stade d'Itaquera, pourquoi n'y en a-t-il pas pour le métro ? »

Sao Paulo n'est pas la seule des douze villes de la Coupe où les travailleurs revendiquent. À Rio, par exemple, où se jouera la finale, des grèves couvent

dans de nombreux secteurs, éducation, transports, etc. Et les gangs viennent de rappeler leur existence en attaquant la police dans une favela prétendument pacifiée, ce qui remet à l'ordre du jour les problèmes de sécurité bien gênants pour les autorités. À Natal, à la pointe nord-est du pays, où Dilma Rousseff et le vice-président américain doivent assister le 16 au match Ghana-États-Unis, les salariés de la santé, de la police municipale, des transports, de l'éducation et des services municipaux préparent grèves et manifestations, au point que le maire veut les faire interdire par les juges jusqu'à la fin juillet.

Il en est de même un peu partout, tant la population est révoltée par les gaspillages et la corruption qui caractérisent la Coupe, par les prix prohibitifs des billets et par la violence de la répression contre les contestataires.

Vincent GELAS



• Coupe du monde de football

Une machine à cash pour les entreprises

Face au mécontentement populaire qui s'est manifesté au Brésil depuis plus d'un an contre les 9 milliards d'euros de dépenses prévues pour la Coupe du monde, le gouvernement de Dilma Rousseff a mis en avant des retombées économiques pour la population : davantage de croissance pour les années à venir et 600 000 emplois créés. Mais la plupart disparaîtront aussitôt. Et surtout ce sont de grands trusts mondiaux qui ont déjà engrangé par avance un maximum de bénéfices.

En plus des contrats autour des douze stades qui ont été construits ou totalement rénovés, faisant ainsi disparaître au passage les places debout qui étaient un peu plus accessibles aux classes populaires, les mêmes entreprises ont récupéré

les marchés des infrastructures de transport prévues pour faire affluer les spectateurs venus du monde entier. Siemens a équipé des stades en systèmes de sonorisation et de sécurité, mais aussi l'alimentation en énergie de l'aéroport de Guarulhos à

Sao Paulo, et s'est chargé de l'automatisation d'une ligne de métro.

Dans un autre domaine, les grands équipementiers spécialisés dans les produits sportifs se sont fait la guerre pour s'attribuer la plus grosse part des retombées de la Coupe du monde. Adidas en attend 2 milliards de chiffre d'affaires supplémentaire, avec la vente du ballon officiel, de 5 000 articles dédiés et des maillots de huit équipes nationales. La concurrence a aussi fait rage entre les grands groupes de télévision pour

récupérer les droits de retransmission. En France, c'est TF1 qui a raflé la mise pour 130 millions d'euros. Mais la société du milliardaire Bouygues a déjà en partie rentabilisé l'investissement en revendant la moitié des matchs à une chaîne payante, Bein Sports. Les amateurs de football en seront pour leur frais s'ils veulent voir tous les matchs. Et c'est sans compter tous les espoirs des Darty et autres distributeurs de téléviseurs grand écran et haute définition, pour qui les grands événements

sportifs sont sources de profits considérables.

Les coûts de la Coupe du monde resteront pour les classes populaires brésiliennes, obligées de financer ces immenses travaux ne correspondant en rien à leurs besoins. Les mêmes continueront à payer longtemps pour l'entretien coûteux des stades, à moins que des affairistes n'en profitent pour les récupérer à moindre coût, une fois privatisés par des municipalités elles-mêmes endettées pour des décennies.

Gilles BOTI